

L'opinion de l'auteur, sans aucune responsabilité, est exprimée dans les colonnes de ce journal. Elle n'est pas nécessairement celle de la rédaction, et elle n'est pas non plus celle de la direction. Elle n'est pas non plus celle de la rédaction, et elle n'est pas non plus celle de la direction.

ROGER A.A. STROUT.



Le poignard le plus aigu, le poison le plus actif et le plus durable, c'est la peine dans les mains sales. Avec cela on gèle un siècle. Il écrit aujourd'hui des choses qui éveillent en nous des idées de crimes.

LOUIS VEUILLAT.

CE QUI SE PASSE EN FRANCE

De graves événements se déroulent à Paris, depuis une semaine, qui mettent en danger le régime politique du pays. La France occupe une trop grande place dans le monde pour que ces violentes secousses n'aient pas leurs répercussions à l'extérieur. Et pour nous, Français ou issus d'anciennes Français, l'intérêt se double d'un sentiment filial que le temps ni la distance n'ont éteint.

Il serait téméraire de vouloir tout expliquer et de prédire ce qui va se passer, mais on peut toujours essayer de comprendre et de déceler une situation très embrouillée.

On s'est donc battu furieusement dans les rues de Paris, pendant quatre heures, l'ennemi a pris l'allure d'un vrai mouvement révolutionnaire. La police débordée a dû faire feu à plusieurs reprises sur les insurgés. Le chiffre officiel des tués s'élève à quatorze. Quant aux blessés, on les compte par centaines.

Le peuple de Paris, impulsif et tapageur, descend volontiers dans la rue dès que les choses ne vont pas à son gré. Les désordres provenant d'une explosion extraordinaire de passions politiques ont été fréquents au cours de l'histoire. Mais cette fois, l'indignation populaire a rompu toutes les digues et failli renverser le pouvoir. Il faut remonter à plus de soixante ans en arrière, — au temps de la hideuse Commune — pour voir de pareilles scènes de guerre civile et de pillage. Les maladroits du gouvernement Daladier semblent avoir comblé la mesure et entraîné toute la population dans la vague de révolte.

On se rappelle que les premières manifestations furent déclenchées par les royalistes, — parti, relativement peu nombreux mais composé de jeunes gens bien entraînés, — au moment où éclata le fameux scandale Stavisky. La corruption révélée dans les hautes sphères gouvernementales était trop odieuse pour que le public ne fût pas de cœur avec ceux qui réclamaient la tête des ministres compromis. Chateaubain a dû s'en aller et Daladier, au lieu de sauver la situation, l'a terriblement compliquée et a mis le pays à deux doigts de l'abîme. La révocation du préfet de police Jean Chiappe a entraîné dans la mêlée les anciens combattants, dont la participation leur donne une importance à l'échelle d'un grand poids dans la balance. Des placards affichés par eux sur les boulevards portaient ces mots : « Nous voulons que la France vive honorablement et proprement ».

L'administration est aujourd'hui entre les mains de l'ex-président Gaston Doumergue, qui compte parmi ses collaborateurs cinq autres anciens premiers ministres. Cette rentrée inattendue dans la politique d'un vieillard de 71 ans qui avait tant de droit au repos, déceut un admirable exemple de dévouement patriotique, mais elle découvre surtout la gravité du danger. Quand on voit deux adversaires acharnés de la veille comme Herriot et Tardieu accepter de travailler ensemble à une œuvre nécessaire de salut public, on peut être sûr qu'un tel geste a une répercussion profonde parmi les compatriotes. L'étonnement modéré de la population s'ajoute et reprend confiance; mais les éléments communistes, anarchistes et criminels tout accablé, que le nouvel état de choses ne satisfait nullement et qui ont pris goût au pillage, seront sans doute plus tentés à rentrer dans l'ordre. Le travail de restauration sera long et difficile, car il ne s'agit pas d'un mal de surface. L'affaire Stavisky a été le dernier affront qui a fait écarter le ressentiment national depuis longtemps contenu. Dans la grande masse du peuple français, il existe un dégoût profond pour les politiciens et pour un régime parlementaire corrompu, qui se révèle impuissant à gérer les affaires du pays, à défendre son honneur et sa sécurité.

Ce qui se passe outre-Rhin sur les patriotes les moins belliqueux. Connaissant qu'une guerre avec l'Allemagne est inévitable, ils en veulent aux députés et sénateurs de ne pas mieux défendre leurs intérêts et de montrer une insouciance criminelle. Ils réclament un gouvernement national fort qui puisse traiter avec l'Allemagne hitlérienne et l'Italie mussolinienne. Mais depuis que les radicaux-socialistes sont au pouvoir, les ministères se succèdent avec une rapidité déconcertante. Obligés de s'appuyer sur les socialistes, ils ne peuvent obtenir à aucune solution satisfaisante ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Le manque de vigueur et de stabilité paralyse toute politique saine et vivifiante. Cet état de choses inquiète pas seulement les bons Français, il alarme aussi les pays amis qui savent que la paix de l'Europe repose sur la France forte et respectée.

Comment sortir d'une pareille crise? Tous les hommes politiques sérieux, que n'aveugle pas l'idéologie démocratique, voient le remède dans une réforme constitutionnelle qui renforcerait le pouvoir exécutif. La question va sans doute se poser incessamment.

Si critique qu'elle puisse nous apparaître, la situation de la France ne saurait être désespérée. Ce grand pays a maintes fois prouvé qu'il possède une extraordinaire vertu de redressement.

Donatien FREMONT.

NOUVELLES DE PARTOUT

Nouveau président de l'Université de Montréal

Montréal. — Une réunion du Conseil universitaire, tenue à l'Université de Montréal, l'hon. sénateur Raoul Dandaneau a été nommé président de l'Université en remplacement de son prédécesseur, M. Victor Boivin. M. Dandaneau a été nommé président de la commission d'administration et du comité exécutif, en remplacement de M. René R. Déry, démissionnaire. M. Dandaneau est député de la circonscription de Saint-Jacques.

Vestiges préhistoriques en Saskatchewan

Regina. — W. J. Orchard, de Regina, a depuis trente ans rassemblé une importante collection de pièces préhistoriques, datant de l'âge de pierre, et prouvant que cette époque les services des Prairies (et non pas la Saskatchewan) étaient habitées. Des fragments de vases, des marbres, des coquilles, des pipes, etc., ont été trouvés. M. Orchard a prouvé que les hommes préhistoriques habitaient ces parages avant un certain âge arctique. Les sculptures représentent des scènes de chasse ou d'amour, ou des animaux. Sur une pipe de pierre, datant de 10,000 ans peut-être, est sculpté un gros léopard.

Prisons-villégiatures

Washington. — Le président Franklin Roosevelt est un adepte convaincu de la peine de mort. Il voudrait réintégrer la peine capitale par la détention perpétuelle. Encore faudrait-il observer les criminalités des États-Unis, qui les condamnent à la prison à vie. Le directeur de la police de New York, M. James S. Bolan, a dit à la radio qu'il y aurait moins de crimes si les prisonniers ne jouissaient pas d'un confort certain. Un grand nombre d'habitants de New York, M. James S. Bolan, a dit à la radio qu'il y aurait moins de crimes si les prisonniers ne jouissaient pas d'un confort certain. Un grand nombre d'habitants de New York, M. James S. Bolan, a dit à la radio qu'il y aurait moins de crimes si les prisonniers ne jouissaient pas d'un confort certain.

La nationalité des Canadiennes

Ottawa. — Un bill sera présenté par M. J. L. Brown (libéral-progrès) à l'Assemblée législative, afin de permettre aux femmes canadiennes de conserver leur nationalité britannique malgré un mariage contracté avec un étranger. Dans l'état actuel de la loi, une femme de nationalité britannique résidant au Canada et qui épouse un étranger devient sujette de ce pays. Le projet de loi vise à corriger cet état de choses. M. Brown a déclaré qu'il s'agit d'une loi de justice, car une femme canadienne qui se marie avec un citoyen des États-Unis, de la France ou de la Russie soviétique, perd sa nationalité canadienne.

Grand mouvement de retour à la terre en Saskatchewan

Regina. — L'arrivée du printemps, cette année, déclenche un grand mouvement de retour à la terre dans la Saskatchewan. Les agriculteurs, qui ont souffert de la sécheresse l'année dernière, veulent profiter de la saison favorable pour augmenter leurs récoltes.

Région menacée par des chiens sauvages

New York. — Une horde de chiens sauvages qui parait-il, hante les montagnes, a été vue à proximité de la ville de New York. Les habitants de la région ont été avertis de prendre des précautions. Les chiens sont décrits comme étant très dangereux et capotés.

Geste généreux d'un ami des bêtes

Edmonton. Alta. — Les journaux relatent dernièrement le cas d'une vieille femme d'Edmonton, incapable de payer les cinq dollars exigés par la ville pour la licence de son chien. Elle a été vue à proximité de la ville de New York. Les habitants de la région ont été avertis de prendre des précautions.

Oliver Asselin va quitter le "Canada"

Montréal. — M. Oliver Asselin, qui a été rédacteur en chef du "Canada" pendant plusieurs années, va quitter le journal. Il a été remplacé par M. J. L. Brown. M. Asselin a travaillé pour le "Canada" pendant plus de dix ans.

Soirée musicale française

C'est qui se rendraient vendredi soir au concert-conférence de l'Alliance Française, ne se rendraient pas à un concert-conférence de l'Alliance Française, ne se rendraient pas à un concert-conférence de l'Alliance Française, ne se rendraient pas à un concert-conférence de l'Alliance Française.

Le "Québec" doit à Ottawa

Ottawa. — La Saskatchewan doit au gouvernement fédéral 223,207,000. Le montant a été porté à la Saskatchewan pour le remboursement d'obligations provinciales et pour le paiement d'intérêts sur obligations. Le montant a été porté à la Saskatchewan pour le remboursement d'obligations provinciales et pour le paiement d'intérêts sur obligations.

Le poste aérien pour l'Ouest canadien

Montréal. — Le directeur de la Poste, M. Victor Gaudet, doit porter à l'attention des gens d'affaires et du public en général, que les objets de correspondance destinés à l'Ouest canadien, par le service aérien, doivent être déposés à la poste au Bureau de Poste principal, avant 11 h. p.m., pour être livrés à temps. Les objets doivent être déposés à la poste au Bureau de Poste principal, avant 11 h. p.m., pour être livrés à temps.

Deux députés fermiers de l'Alberta passent aux libéraux

Edmonton. — M. P.A. Miskow, député du comté de Victoria, désigné par les électeurs pour représenter le comté de Victoria, a déclaré qu'il se joindrait au parti libéral. M. Miskow a déclaré qu'il se joindrait au parti libéral.

Le bill Cohen et les traducteurs

Le Bill Cohen, qui a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions, est maintenant en vigueur. Il a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions.

Le bill Cohen et les traducteurs

Le Bill Cohen, qui a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions, est maintenant en vigueur. Il a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions.

Le bill Cohen et les traducteurs

Le Bill Cohen, qui a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions, est maintenant en vigueur. Il a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions.

Le bill Cohen et les traducteurs

Le Bill Cohen, qui a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions, est maintenant en vigueur. Il a été adopté par l'Assemblée du Bas-Canada des deux dernières sessions.

CE QUE DISENT LES JOURNAUX

L'accord du blé

La Presse (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le Devoir (Montréal)

Le Devoir (Montréal). — L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs. Il faut en venir à une décision, notamment au Canada, avant le 15 mars prochain. L'accord international du blé préconisé actuellement les pays exportateurs et les pays importateurs.

